



C_2016_052

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 19 MAI 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Habitat, Cohésion Sociale et
Emploi

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	57

**Objet de la
délibération:**
**Programme Local de
l'Habitat -
Convention de
délégation des aides
à la pierre - Agence
nationale de l'habitat
- Approbation de
l'avenant de
programmation 2016**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Christine NICCOLETTI, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Bernard CHILINI pouvoir à Daniel MARIA, Christophe CARRIERE pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Jean-Pierre MOMBAZET pouvoir à Nicole FANELLI, Michèle PELASSY pouvoir à Régis ROUX, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Bernard CHARDES, Caroline COLLOMBAT, Sandrine MARY-BOUZEREAU, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le : **24 MAI 2016**

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

L'État a délégué le 1er janvier 2011 à la Communauté d'Agglomération Dracénoise la compétence pour attribuer les aides à la pierre.

Dans ce cadre, deux conventions ont été signées pour six ans.

Ces conventions prévoient que la Communauté d'Agglomération Dracénoise est chargée, pour le compte de l'État et de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), d'attribuer les aides publiques à la construction et à la rénovation de logements.

Cette délégation concerne l'habitat public (logements locatifs sociaux) et l'habitat privé rénové avec des aides de l'Agence nationale de l'habitat.

Conformément à l'article II-3 de cette convention, il convient de fixer par avenant annuel, les objectifs et le montant de l'enveloppe allouée.

Pour le parc privé, les objectifs proposés dans l'avenant au titre de l'année 2016 ainsi que les enveloppes correspondantes sont les suivants :

Propriétaires Bailleurs	Propriétaires Occupants			Total
	Logements Habitat Indigne / Très Dégradés	Énergie	Autonomie	
3	5	47	9	64

L'enveloppe prévisionnelle des droits à engagements destinée au parc privé est fixée par l'ANAH à 485 390 € (travaux et ingénierie) pour l'année 2016.

L'enveloppe réservée à la Communauté d'Agglomération Dracénoise par l'État pour l'année 2016, au titre du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique des logements (FART) s'élève à 110 306 €.

L'ouverture de ces crédits se fera au fil de l'année, en fonction de la consommation, les crédits non consommés par la Communauté d'Agglomération Dracénoise seront restitués.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Habitat du 3 mai 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver l'avenant à intervenir, tel que présenté en annexe précisant notamment le montant des droits à engagements délégués par l'État à la Communauté d'Agglomération Dracénoise pour l'année 2016,
- autoriser Monsieur le Président à le signer,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 24/05/2016

Reçu en préfecture le 24/05/2016

Affiché le **24 MAI 2016**

ID : 083-248300493-20160524-C_2016_052-DE

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 19 mai 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.